

[Texte]

• 1110

This all happened in 1979, and the Treasury Board brought down their guidelines, I believe, last year. They came into effect last July 1, if I am not mistaken. Can you tell me what the department has done since July 1 or since 1979 to ensure that proper directives are in place to prevent any kind of such harassment?

Mr. Blais: That is why I did not want to get involved in the issue, because in effect you have raised the disputed issues, and that is basically what is now under appeal. Until such time as the appeal has been disposed of, I do not want to comment relating to the events themselves.

My indicating something different, subsequent to the events, would in effect be a comment on the events.

Mr. Sargeant: Then maybe I can ask you a general question. I think you should be able to answer this. Has the department, at all of its bases and various offices, put into place the Treasury Board directives of last July 1?

Mr. Blais: In effect, not only did we put them in place but we are insisting that they be honoured in the letter and in the spirit. As I indicated to you in the House on Friday, I am very sensitive to the question of harassment, because we have of course the introduction of women within the forces. We have an ongoing study relating to the increasing role of women within the forces, in areas of military operations as well, and in that context you then have to make sure that you have the safeguards in place to prevent the necessary—at least to prevent the necessary interface between the two sexes leading to situations of harassment. That is why we insist on the criteria being very well established, but also maintaining sufficient flexibility to recognize that where improvements need to be brought to the criteria, to the guidelines, that such improvements ought to be brought forward and implemented.

Mr. Sargeant: Do you know when the two appeals, yours and the supervisor's, are going to be dealt with?

Mr. Blais: I have advised my people that I want the matter to be disposed of very, very rapidly, as I indicated to you, because it is a matter that touches my constituency.

I deal with all the problems as seriously as I possibly can, but that one is a very sensitive one that I would like to have dealt with as rapidly as possible.

Mr. Sargeant: Thank you. Last week, or I suppose a day or so after the cruise test, there were stories in the press that the United States had come along with a list of weapons that they wanted tested in future under the umbrella agreement. Can you give us an idea of what kind of weapons might be on that list, specifically or in general?

Mr. Blais: Mr. Sargeant, you recall that when we signed the umbrella agreement, one of the provisions of the agreement was that the Americans would submit to us, I think on a bi-yearly basis, certain lists of equipment that they would foresee

[Traduction]

Tout cela se passait en 1979, et je crois que le Conseil du Trésor a adopté ses lignes directrices l'an passé. Elles sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet, si je ne m'abuse. J'aimerais donc savoir ce que le ministère a fait depuis cette date, ou encore depuis 1979 pour s'assurer que des directives appropriées empêchent que ne se produisent de tels cas de harcèlement.

M. Blais: Si je ne voulais pas discuter de la question, c'est parce que vous avez soulevé ces points litigieux, et la cause est encore en appel. En conséquence, je ne veux pas faire de remarques sur les événements d'ici à ce que l'appel aura été entendu.

Si je donne une version différente à la suite de l'événement, cela constituerait une remarque portant sur ce même événement.

M. Sargeant: Alors peut-être vous poserais-je une question générale, à laquelle vous devriez être en mesure de répondre. Toutes les bases et les divers bureaux du ministère ont-ils mis en application les directives adoptées par le Conseil du Trésor le 1^{er} juillet dernier?

M. Blais: Oui, en effet, non seulement nous les avons adoptées mais nous insistons pour qu'on se conforme à leur esprit et leur lettre. Ainsi que je vous l'ai laissé dit à la Chambre vendredi, la question du harcèlement me préoccupe beaucoup étant donné que les femmes font maintenant partie de nos forces. Nous sommes donc en train d'effectuer une étude sur le rôle accru que les femmes jouent au sein de nos forces armées, y compris les domaines d'opérations militaires, et dans ce contexte, nous devons nous assurer que nous disposons des protections nécessaires pour empêcher que les contacts entre les sexes ne dégénèrent pas en harcèlement. C'est pour cela que nous insistons pour que les normes en la matière soient très bien établies tout en maintenant suffisamment de souplesse afin d'être à même d'apporter des améliorations aux normes et aux lignes directrices le cas échéant.

M. Sargeant: Savez-vous quand on entendra les deux appels, le vôtre et celui du surveillant?

M. Blais: J'ai fait savoir à mes collaborateurs que je voulais qu'on règle cette question très, très rapidement étant donné que cela touche ma circonscription.

Je m'occupe le plus sérieusement possible de toutes les questions relevant de mon autorité, mais celle-là est très délicate et j'aimerais qu'on la règle le plus rapidement possible.

M. Sargeant: Merci. La semaine dernière, un jour ou deux après la tenue du test du missile de croisière, d'après des articles parus dans la presse, les États-Unis avaient présenté une liste d'armes qu'ils veulent mettre à l'essai à l'avenir dans le cadre de l'entente globale. Pouvez-vous nous donner une idée des armes figurant sur cette liste, de façon spécifique ou générale?

M. Blais: Monsieur Sargeant, vous vous rappellerez sans doute que lorsque nous avons signé l'entente globale, l'une de ses dispositions prévoyait que les Américains nous soumettraient deux fois par an, je crois, des listes de matériel militaire